

LE M'ZAB EN DEUIL : MANIFESTE POUR LA PAIX

Par D' Brahimi Benyoucef

Expert consultant en urbanisme
et sciences sociales - Montréal

Le phénomène de la violence que traduisent les affrontements entre les groupes sociaux en Algérie et plus fréquemment dans la région du M'zab ne cesse de susciter de grandes inquiétudes. La violence, qui va en s'intensifiant et en s'accroissant, prend de plus en plus d'ampleur, ses épisodes deviennent de plus en plus fréquents. En effet, les événements de Ghardaïa de 1985, 2009, 2010, 2013, etc., ceux de Berriane en 1991 et en 2008, ceux de Guerrara en 1988 et en 2013, sont tous là pour nous rappeler que les braises de la violence sont toujours actives, au moins souffle les rues s'enflamment et l'escalade prend place : atteinte aux vies et à la dignité, violation de foyers, attaque et saccages de biens, etc. Ce scénario a tendance à s'imposer au menu de tous les jours depuis les cinq dernières années.

LA VILLE CHAMP DE TENSION SOCIALE

En dépit des causes apparentes ou des événements déclencheurs très souvent liés aux compétitions sportives (matches de football) ou aux compétitions politiques (élections), les enjeux fonciers et symboliques, la compétition pour l'accès à la ville et au pouvoir constituent les véritables enjeux à l'origine de ces affrontements. Ces guerres sont déclenchées tantôt pour cause d'enjeux fonciers (Ghardaïa 1985, Mélika 2009...), tantôt pour cause d'enjeux symboliques, dont la nomination de lycée ou d'équipement (Guerrara 1988), ou pour cause d'enjeux politiques (Berriane 1991). L'accès à la ville, l'accès à la mémoire de la ville et l'accès au pouvoir de la ville polarisent toute cette dynamique et font de la ville un champ de tensions et d'affrontements sociaux, traduisant le niveau avancé du malaise social et des frustrations engendrées. Loin de réussir la cohésion sociale attendue pour son épanouissement, la ville algérienne contemporaine évolue depuis quelques décennies au rythme de dynamiques d'exclusion, nourrissant les clivages et les dualités ethno-sociales. Les jeux de nationalisation abusive des biens des uns pour les octroyer à d'autres ; les manœuvres que déploient les uns et les autres pour accéder à la ville, à travers l'accès au pouvoir, l'adhésion et le contrôle du parti unique, la compétition sociale et

politique par l'exclusion, ont transformé au fil des années nos villes en théâtres de violences sociales. La ville, de plus en plus perçue comme fruit de la rente, gâteau à partager, polarise toute cette ruée et devient le champ de croisement de compétiteurs, venus chacun prendre part au gâteau, sans se soucier des moyens pour y parvenir.

LA DOGMATISATION DU CONFLIT

Très vite, le conflit revêt un caractère confessionnel ou ethnique pour s'intensifier et devenir plus passionnel. Serait-il une manœuvre de diversion au secours des groupes d'intérêts mafieux qui tirent bénéfice de ce genre de situations de trouble pour détourner les regards ? Ou bien est-ce un recours à la facilité, au raccourci, à la réduction du problème, pour ne pas le voir en vrai et ainsi trouver les solutions qui s'imposent ? Ces frustrations, engendrées par l'exclusion combinée à l'ignorance et à la pauvreté, sont à l'origine de l'intensification de la violence et de l'accélération de son rythme. La société fragilisée succombe facilement au piège de l'instrumentalisation et de la manipulation et sombre vite sous le coup de la dogmatisation dans des conflits confessionnels, exposant tout ce qui est cher à la société à de graves menaces (son intégrité, sa dignité, sa religion, sa culture et son unité).

L'interpellation de l'histoire nous permet de constater qu'Ibadites et Malékites, Arabophones et Berbères Mozabites, ont à travers l'histoire millénaire du M'zab, su faire la démonstration d'un bel et exemplaire modèle de bien vivre ensemble dans l'harmonie. Donc, inutile de jouer dans ce terrain marécageux, faites le tour des kous millénaires et regardez à l'intérieur de l'enceinte, ceux que celle-ci abrite.

Les Berbères Mozabites et les Arabophones du M'zab ont toujours fonctionné en harmonie grâce à des pactes de partenariats économiques, sécuritaires et sociaux. A vue d'œil, les phénomènes de violence se généralisent et se propagent avec les mêmes caractères et à la même vitesse à l'échelle aussi bien nationale que régionale. La plupart des pays musulmans sont dans des guerres qui prennent de plus en plus un caractère confessionnel. Ce n'est la faute ni à l'Islam, religion qui incarne l'esprit de paix et dont les objectifs de son code (charia) se résument à cinq principes (préservation de la foi, de l'âme humaine, de la raison humaine, de la dignité humaine et de son patrimoine) ni à la culture ancestrale, fondée sur des valeurs de paix, d'équité, de solidarité, de

générosité et de respect de la dignité humaine. La lecture historiciste de ces pays révèle qu'ils partagent le même parcours historique engendrant les mêmes conditions de formation sociopolitiques. A peine sortis de la domination coloniale, tous succombent aux régimes totalitaires, qui ne donnent aucune chance à la raison de se développer ni à leurs peuples de prendre conscience de leur existence citoyenne. Résultat, un agrégat de groupes animés par la frustration de rattraper le manque à gagner, cédant le pas à la violence que les idéologues de la guerre et de la confrontation viennent légitimer au nom de la religion.

LA FAUTE À QUI ?

Inutile de recourir comme d'habitude au raccourci et de crier au loup, le fameux complot. La responsabilité de tous doit être reconnue (Etat, société, collectivités et individus...). La conscience du tort peut être un début de solution.

Qui blâmer ? La pauvreté, l'ignorance, le mode de gouvernance, des sociétés fragilisées ou des citoyens pris au piège des souffleurs sur la braise ? Il est certain que les conditions du milieu indiquent cinq facteurs aggravants.

- Mauvaise gouvernance, car elle mine la confiance, creuse un fossé entre l'administré et l'administrateur, discrédite l'autorité des pouvoirs publics et porte atteinte à sa crédibilité, (l'Algérie occupe le 94^e rang des pays les plus corrompus au monde) ; jeunesse dans le désarroi (64% en âge d'activité de 15 à 59 ans), dont un grand pourcentage avait l'âge de 5 à 6 ans durant la décennie noire, nourri d'images de violence ; un taux de chômage qui s'élevait à 10% en 2013, cependant, la tranche de 16-24 ans est la plus exposée avec un taux de 22,4% ; idéologie meurtrière que sous-tend le discours haineux à caractère religieux (d'importation surtout). Celle-ci légitime les actes d'une jeunesse dans le désarroi prise au piège de la violence ; accroissement des milieux mafieux depuis l'ouverture du marché, qui n'hésitent pas à souffler la braise de la haine et des clivages, pour créer diversion ou exercer une pression ; système éducatif en crise, déstabilisé continuellement par des refontes non adaptées et non expérimentées.

PISTES DE SOLUTIONS

Les pistes toutes désignées seraient de s'attaquer en profondeur au problème de la violence et de mobiliser toutes les ressources en faveur de la promotion de la paix. Pour cela, revenir aux conditions du milieu et s'attaquer à la base aux aspects

de vulnérabilité de la société dont : l'ignorance, la pauvreté et l'exclusion, à travers un processus de réformes sociales et économiques visant à asseoir une bonne gouvernance, des mécanismes d'inclusion et de participation citoyenne et soutenus de programmes de développement social et économique.

ENTRE-TEMPS, QUOI FAIRE ?

Mais en attendant ces réformes qui tardent à venir, il faut en urgence engager des actions à court terme, qui nécessitent la mobilisation de toutes les ressources judiciaires, sécuritaires, éducationnelles et sociales dans une action de développement, de pacification et de lutte contre la violence. Pour cela, prévoir :

- des mécanismes juridiques préventifs, dissuasifs et punitifs ; en autant qu'ils agissent dans la transparence et d'une façon équitable, pour lutter contre toutes les formes de la violence, à sa base l'exclusion, le racisme et tout ce qui suscite la haine (y compris le discours haineux et surtout à caractère religieux) ;
- des mécanismes sécuritaires, fondés sur les valeurs d'équité, de justice et de justesse pour défendre la loi et l'ordre public, dans le but du bien-être de la société et non de la vengeance et du soutien d'un groupe contre un autre. Une sécurité qui agit dans la transparence, responsable, imputable et qui doit rendre compte de ses actes ;
- mobilisation des écoles, mosquées, espaces de socialisation et médias pour dispenser un programme axé sur la paix et la non-violence et sur les valeurs de solidarité et de respect, etc ;
- mobilisation de l'élite religieuse et sociale pour mener des campagnes et engager des caravanes de paix pour propager et faire la promotion du message de la paix et de l'espoir ;
- redonner confiance aux citoyens à travers la recherche des conditions qui assureront la bonne gouvernance (équité, justice, transparence, responsabilité, réédition de compte et imputabilité...) ;
- développer la culture institutionnelle versus le pouvoir de personnes ;
- implanter et promouvoir les conditions de participation ;
- multiplier les occasions de rencontre et de solidarité et susciter l'engagement citoyen ;
- rechercher les conditions intelligentes pour un réel développement par l'encouragement et la promotion de l'innovation, de l'entrepreneuriat et par la rupture avec la culture de la rente. **B. B.**

VILLES ET SOCIÉTÉ À L'ÉPREUVE DU TEMPS

Il faut se rendre à l'évidence que le conflit qui ne cesse de secouer la paix sociale au M'zab n'est pas un problème de dualité ethnique ou confessionnelle. Le conflit s'articule autour des enjeux fonciers, politiques et symboliques, que l'accès à la ville, à son pouvoir et à sa mémoire polarisent. Le caractère ethnique ou confessionnel qu'on veut lui donner, la manipulation d'une jeunesse dans le désarroi, la déficience en matière de gouvernance, l'action des souffleurs de braise et l'éducation déficiente n'agissent qu'en qualité de facteurs aggravants.

A la base, l'action de développement en Algérie est compromise par un certain nombre de phénomènes, dont :

- La gestion des mutations, qui n'a pas été harmonieusement encadrée selon un processus inclusif et participatif. A cet effet, les processus de passage de la cité à la ville et à l'Etat nation ; de la tradition à la modernité, de l'économie centralisée à l'économie de marché, etc. ont été compromis par une action ponctuelle, exclusive et non adaptée.⁽¹⁾
- L'attitude opportuniste s'installe souvent. Au fil des années, sous l'effet du clientélisme, de la corruption et de la mauvaise gouvernance, tous ont

développé le réflexe du prédateur qui cherche à prendre sa part du gâteau, sans se soucier du moyen, ni des autres, ni de l'intérêt collectif. Dans le même sens s'installe la compétition par l'exclusion comme principe de conduite, ayant tendance à se généraliser.

- La durabilité des actions d'aménagement et de développement est continuellement compromise par l'effet de rupture et de discontinuité que provoque le changement de personnes à la tête des institutions. A chaque fois qu'un nouveau responsable, ministre, wali ou directeur s'installe, il commence par annuler l'action de son prédécesseur afin de le remplacer par son contraire ; ce qui prive les processus de développement de continuité, d'accumulation et de mémoire ; Les problèmes ne trouvent pas de solutions durables, car gérés au gré des agendas et au coup par coup. Les problèmes restés en suspens sont souvent amplifiés sous l'effet de l'accroissement numérique.

CRISE DE VILLE

La ville, centre de décision politique et marché par excellence, devient ce centre nerveux qui polarise toute cette ruée des populations en quête de place et de statut en ville, y voyant l'issue à leurs multiples problèmes. Et lorsque

la demande dépasse et de loin les capacités d'accueil, l'enjeu foncier dépasse toute mesure.

On assiste alors à une urbanisation hors norme, échappant sous l'effet du clientélisme et de la pression à tout contrôle institutionnel, ce qui rend caducs les instruments d'urbanisme. Le problème se fait sentir davantage dans les milieux les moins favorables à l'urbanisation, dont les milieux oasiens naturellement fragiles et à capacité foncière limitée, comme c'est le cas de la vallée du M'zab.

La vallée du M'zab, perle du patrimoine architectural et urbanistique algérien et reconnue mondialement par l'Unesco, ne cesse de se dégrader sur tous les plans. Inutile d'appuyer ces dires par des statistiques⁽²⁾ à vue d'œil, on s'aperçoit très vite que tout est saturé, palmeraies, vallées et monticules, n'épargnant ni la vue, ni le paysage, ni la palmeraie, poumon de la ville.

La ville souffre de congestion, de dysfonctionnement, de pollution et de déficience en matière de communication sociale et de sécurité. Le patrimoine se voit pleinement affecté. Ni les règlements d'urbanisme, ni ceux de la gestion du patrimoine ne sont respectés. Depuis les années 1970 les avis d'experts n'ont cessé d'alerter sur les

dangers que la vallée et son patrimoine courent. Très vite, le visiteur est choqué de voir l'urbanisation s'étendre maintenant sur tous les monticules rocheux. La compétition à laquelle se livre toute la population en vue d'occuper le moindre carré vide, risque de générer encore plus de tensions sociales. Et pourtant les crises naturelles (inondations de Ghardaïa en 2008) et les crises sociales (les épisodes répétés de violence de 1985 à nos jours) sont là pour nous rappeler combien l'équilibre de ces milieux est si fragile.

PISTES DE SOLUTION

Inutile de procéder avec des solutions ponctuelles et sans effet durable. Il est plus pertinent de diriger les efforts vers des solutions durables, afin de projeter un futur meilleur avisé et éclairé. Tirer l'enseignement de la tradition, arrêter toute urbanisation de la vallée saturée et procéder par dédoublement de vallées et multiplication de noyaux urbains. Opter pour l'aménagement d'une nouvelle vallée pourvue de potentialités naturelles et foncières.

C'est la solution que je n'ai cessée de proposer depuis deux décennies.⁽³⁾ Cette nouvelle vallée est toute désignée ; en plus de ses capacités d'accueil, de l'autonomie naturelle de son territoire,

elle est ponctuée par trois noyaux urbains déjà existants ou sur plan approuvé, il s'agit des pôles de Oued-Nechou, Hamraïte et Tlemssasine, articulés par une voie de contournement nord-ouest et sud-est, évitant la vallée du M'zab. Le projet doit couvrir tous les volets, à la fois aménagement physique et organisation sociale et institutionnelle selon une démarche inclusive, participative et intégrée.

Cela bien entendu doit être soutenu par le renforcement des institutions et cadres de gestion urbaine, et par la réhabilitation du rôle de l'OPVM (Office de promotion de la vallée du M'zab), des règlements et des instruments d'urbanisme et de protection du patrimoine en vigueur. **B. B.**

Renvois :

- 1) Brahimi, Benyoucef. «Le M'zab : Parcours millénaire». Alger : Editions Alpha, 2010, p. 218-241.
 - 2) B. Benyoucef, op. cit., p.275-285.
 - 3) B. Benyoucef, Ibid., p. 295-346
- B. Benyoucef. «Les villes nouvelles : Autopsie d'une expérience locale». In revue Vies de Villes, n° 13, décembre 2009, éditions Les Alternatives Urbaines «ALUR», Alger.**